



ÉDITORIAL

Poutine à l'attaque en Ukraine

JEAN GUISNEL

S'il se confirmait que les forces russes ont engagé une offensive majeure dans la région de Kharkiv, cela ne serait pas une bonne nouvelle pour l'Ukraine. Les frappes d'artillerie se multiplient, tandis que des unités de reconnaissance harcèlent les défenseurs ukrainiens. Moscou disposerait d'une force de 50 000 hommes pour percer le front, avec des conquêtes territoriales en vue. Objectivement, la situation n'est pas bonne pour Kiev. Le moral de la population est de plus en plus atteint, les troupes combattantes s'épuisent. Les jeunes hommes qui ont fui le pays pour échapper à la guerre rechignent à rentrer se battre. Les quelques points positifs pour Kiev ne sont pas à négliger : la flotte russe de la mer Noire est coincée dans ses ports, des drones attaquent des infrastructures énergétiques russes dans la profondeur du territoire, parfois à plus de 1 000 km de l'Ukraine, des armes américaines plus puissantes commencent à entrer en action. Mais on se trouve encore dans la stratégie des coups d'épingle, qui ne renversera pas le cours de la guerre.

« Les Ukrainiens sont sur la défensive »

« Les Ukrainiens sont sur la défensive, sans disposer des atouts qui permettraient de renverser le cours de la guerre. Côté armement, les livraisons occidentales ne suffisent pas. Elles ne sont pas assez nombreuses, pas assez puissantes et leurs fournisseurs prennent toutes les précautions nécessaires pour qu'elles ne puissent pas renverser la situation au profit de l'Ukraine. Quand bien même les quelques dizaines de chasseurs F-16 promis intégreraient enfin l'ordre de bataille, ils ne changeraient pas significativement la donne. Au vu de la masse (hommes et équipements) et de la profondeur stratégique dont elle dispose, Moscou ne pourra pas être surclassée sans que le fer soit porté à l'arrière de ses lignes, en Russie, pour couper les flux logistiques. Tant que personne en Occident ne sera prêt à franchir ce pas, la question du soutien de troupes de l'Otan sur le territoire ukrainien ne se posera pas. Ce qui n'interdit pas, bien sûr, d'évoquer cette éventualité, comme le fait Emmanuel Macron, en oubliant juste de préciser que la France ne pourrait pas la faire toute seule. Analyste à l'ONG Chatham House, Keir Giles note que « en tout état de cause, exclure publiquement une présence de troupes occidentales en Ukraine n'a aucun sens, que cette proposition soit ou non réaliste pour certains pays de l'Otan. Cette éventualité est l'une des plus grandes craintes du Kremlin. » Pour l'heure, les Russes avancent en Ukraine. Jusqu'à quand ? Et jusqu'où ?

Au coeur du « grand arrêt » sur le bassin de Lacq

De façon exceptionnelle, nous avons pu nous rendre mardi sur la plateforme Induslacq pour assister aux opérations de travaux et maintenance menées chez Sobegi, notamment sur son Unité de traitement de gaz. Un moment crucial dans la vie du site.

Voilà un événement qui porte bien mal son nom. Depuis un mois et encore durant trois semaines, le bassin industriel béarnais avec ses deux plateformes, Induslacq à Lacq et ChemPôle64 à Mourenx, procède à son « grand arrêt ». Et pourtant, sur ces sites et chez tous les industriels concernés (Arkema, Biolacq, Geopetrol, Toray, Sobegi, Vertex Bio-énergie, Cerexagri, Noveal, Sanofi, Speichim), c'est bien l'effervescence qui règne. « Même s'il n'y a pas d'exploitation des installations, qu'il n'y a plus forcément les 3x8, on travaille de façon très intense » nous confirme Frédéric Pavard, le président de Sobegi. De façon exceptionnelle, la filiale de TotalEnergies nous a permis d'assister, mardi, à quelques heures de ce moment crucial dans la vie de Sobegi, comme il l'est pour les autres pensionnaires du bassin.

L'UTG « au contrôle technique »

L'occasion, extrêmement rare, de découvrir les coulisses de ce « grand arrêt », ses raisons, son déroulé, sa finalité. Pour cela, nous avons pu nous inviter dans le grand puzzle de canalisations, de cuves, d'échangeurs qu'est l'Unité de traitement de gaz (UTG) de Sobegi. Un pilier de la plateforme Induslacq aujourd'hui, créé il y a 10 ans pour continuer à utiliser tous les composants du résidu du gisement de gaz de Lacq. Au milieu de l'enchevêtrement de cette machine, quelques dizaines d'ouvriers, d'opérateurs, de super-

viseurs s'affairaient ce mardi. L'UTG est bien à l'arrêt et pour l'heure il ne joue plus son rôle de séparateur des molécules du gaz brüt pour récupérer l'H2S qui alimentera les unités d'Arkema.

« Nous préparons ce grand arrêt depuis octobre 2022 »

Il est un peu comme une voiture, le capot ouvert, « au contrôle technique » résume Olivier Gorin, responsable du département HSEQ qui, notamment, chapeaute le service d'inspection reconnu. Le grand arrêt, c'est une grande vidange des installations (on appelle ça une mise à disposition), suivie d'un grand nettoyage ou de travaux de remplacement. Avant une batterie de tests et d'homologations (par des organismes habilités et de façon interne) qui conduiront vers le feu vert d'une remise en route progressive. Tout ceci est réalisé dans le cadre d'un planning serré, pour tenir compte des impératifs de production, un planning réfléchi aussi avec les industriels voisins en profitant ou non (c'est selon) d'une simultanéité des opérations. Ce sont surtout de grandes manœuvres qui se préparent très en amont. « Nous avons nommé un chef de projet, Michel Caetano, en octobre 2022. Son équipe anticipe toutes les étapes. Tout est très dé-



Le grand arrêt n'est pas synonyme de repos sur la plateforme. Bien au contraire. Rodolphe Martin



Tous les éléments qui avaient été identifiés sont auscultés. Rodolphe Martin



L'opération pour Sobegi coûte entre 7 et 8 millions d'euros. Rodolphe Martin

taillé » explique Frédéric Pavard. Une liste de travaux nécessaires est dressée, le mode opératoire est défini, « on évalue les coûts également. Ce sont des financements importants, validés à Paris, par la division raffinage-chimie de TotalEnergies. Ici, nous sommes sur des niveaux de 7 à 8 millions pour Sobegi » note le président. Digne d'un important investissement. Et ça l'est, on investit sur la durée. Car l'idée est de rendre « aptes » les équipements pour six ans de plus, avec une garantie d'intégrité. « Auparavant, les périodicités réglementaires étaient plus rapprochées, mais ce n'était pas toujours pertinent tout en ayant un impact économique non négligeable pour les plateformes ». Concédaient que les industriels étaient les plus à même de connaître les modes de dégradation de leurs installations, avec un contrôle qui s'améliore, l'administration a autorisé des arrêts tous les cinq puis tous les six ans.

« Tout au long de l'année, il y a déjà une surveillance, des inspections sur les éléments extérieurs, sans être contraint d'entrer dans une canalisation ou une cuve pour en vérifier son épaisseur » souligne le président de Sobegi. Le grand arrêt, lui, permet d'aller voir à l'intérieur ce qui se passe dans tous les équipements qui contiennent des fluides dits dangereux, faire l'état des lieux de leur encrassement, de leur usure, pour éviter toute perte de confinement « qui peut avoir des conséquences graves ». Soit un nettoyage suffit, soit il faut changer une pièce, des portions de tuyauterie ou, comme il y a quelques jours, le nez de la torche, « mais il n'y a pas de raisons d'avoir des vieillissements accélérés » assure Frédéric Pavard, même si certaines lignes ou chaudières peuvent avoir l'âge de la plateforme. « Il n'y a pas eu de mauvaise surprise pour l'instant », abonde Olivier Gorin, alors qu'après quinze jours d'arrêt complet, en avril, la distribution des utilités (comme la vapeur) a pour sa part déjà repris. Sur place, en tout cas, on ne chôme pas. Les équipes de Sobegi sont toutes mobilisées, les exploitants, les services de maintenance, la sécurité, les équipes RH, le service achat au cas où un remplacement imprévu se

présente, l'équipe financière pour suivre le budget. « On ne profite pas de ce moment pour poser les vacances ou les RTT » sourient les salariés. Du renfort est même sollicité, du personnel de Sobegi ou des ressources de la compagnie. Surtout, des intervenants d'entreprises extérieures, locales ou non (selon le résultat des appels d'offres au-delà d'un certain montant), opèrent aussi sur la plateforme. Si Sobegi compte 236 employés entre Lacq et Mourenx, « 200 personnes supplémentaires travaillent avec nous sur le grand arrêt » compte Frédéric Pavard. Des personnes déclarées, contrôlées, qui ont passé formation et test de connaissance pour pouvoir évoluer sur ce site Seveso.

Un redémarrage qui s'anticipe aussi

Dans la salle des « permis de travail », toutes les demi-journées, chaque opérateur. Sobegi ou non, vient en quelque sorte pointer, avant de réaliser sa tâche, nous explique Bruno Coudeyre, responsable exploitation. Durant un grand arrêt chez Sobegi, on dépense ainsi les 4 000 per-



Le président de Sobegi, Frédéric Pavard, explique l'importance de l'étanchéité des équipements. Rodolphe Martin



Bruno Bernardin, ancien handballeur, est en certification de qualification professionnelle chez Sobegi, pour à terme devenir opérateur. Il découvre ce milieu, ce qu'est un grand arrêt et les installations, « qui font un peu Star Wars » sourit-il. A ses côtés, Anthony Fuentes, opérateur Sobegi sur l'UTG Sobegi, est à l'affût de n'importe quelle anomalie durant ces manœuvres. Rodolphe Martin



Olivier Gorin, avec le planning des interventions et des mesures d'inspection. R. Martin

mis et chacun sait ce qu'il doit faire, tel jour à telle heure. « Tout doit être bien huilé ». Non loin, dans la salle du service inspection, on fait aussi les comptes : « Ce sont plus de 500 mesures qui seront réalisées durant ces deux mois, des actes qui peuvent durer de 10 minutes à trois jours », note Olivier Gorin. Plus de 70 soutapes sont aussi regardées et sont testées une centaine de détecteurs de sécurité, avant le redémarrage. Redémarrage qui s'anticipe évidemment : à la fin du mois, ce n'est pas d'un coup, en actionnant un seul bouton, que Sobegi relancera l'UTG. Des tests ont déjà débuté et la reprise se fera de manière progressive, jusqu'au 18 juin pour l'ensemble des industriels. D'ici là, les exploitants vérifieront puis autoriseront à fermer chaque équipement, c'est la réception de travaux, avant une attention particulière portée aussi à l'étanchéité, « on cherche la micro-fuite » souligne Frédéric Pavard. La sécurité, ici, reste la priorité. Quant aux nuisances olfactives éventuelles durant ce grand arrêt, elles ont été « limitées » lors de l'ouverture des équipements, mais des phénomènes d'odeurs pourraient avoir lieu lors du redémarrage, prévient Sobegi. Des tests ont déjà débuté et

PIERRE-OLIVIER JULIEN



L'Unité de traitement de gaz de Sobegi a été créée il y a 10 ans sur la plateforme Induslacq. Rodolphe Martin

La République Ades Pyrénées
6, rue Despourrins
BP 129 - 64001 Pau Cedex
Tél. 05 59 82 20 20 - Fax : 05 59 82 20 11

Président du Conseil d'administration : **Nicolas STERCKX**
Directeur général : **Christophe GALICHON**
Rédacteur en chef : **Nicolas REBIÈRE**
Rédacteur en chef adjoint : **Eric BÉLY**

Pyrénées-Presses : S.A. à conseil d'administration au capital de 228.578 euros.
Principal actionnaire : GSO SA
ISSN 0247-7807 - CPPAP n°0922 C 82082

Publicité : 6, rue Despourrins, Pau
Tél. 05 24 38 35 05
Publicité nationale : Régie 366 : 0180.489.366

Imprimeur : Pyrénées Presse SA, 21 Beffarne à Moulins (64160).
Ce journal est imprimé sur du papier produit en Espagne.
Journal certifié PFCO/10-31-3400
Taux de fibres recyclées : 100 %
Emissions de GES : 115 g CO2 eq par exemplaire (données 2021).

JE M'ABONNE À **La République Ades Pyrénées** avec le magazine Diverto chaque samedi + l'accès gratuit au journal en numérique sur web, tablette et mobile

Nom :
Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Email :@.....
Tél :

Cochez votre paiement **Renvoyez ce bulletin avec votre paiement**

Au comptant :
 1 an 355 €
 6 mois M 183 €
 3 mois 95 €
 1 mois 33 €

LA RÉPUBLIQUE « Service Abonnements »
6, Rue Despourrins / B.P. 129
64001 PAU Cedex

Par prélèvement mensuel 31,50 € / par mois

Pour le paiement par prélèvement bancaire, contactez le Service Abonnements : abonnement@pyrenees.com
Tél. 05 59 82 20 14 du lundi au vendredi (8h30-12h / 14h-16h30)